



témoignage Mariam Mamdouh Farid : « Les jeunes Qataris se sont réapproprié les mœurs »

ENTRETIEN
M. BN

À 21 ans, elle illustre à elle seule le « soft power » par le sport, la « méthode douce » à la sauce qatarie. Mariam Mamdouh Farid est l'une des deux athlètes femmes qatariennes à avoir participé aux championnats du monde d'athlétisme pour la première fois à Doha. Si elle a fini bonne dernière aux 400 mètres haies, Mariam a battu son propre record et a franchi la ligne d'arrivée sous les acclamations de son public. Elle ne courait pas pour gagner mais pour « briser les barrières ». Elle nous reçoit au sein de la Aspire zone, complexe géant dédié au sport à Doha, dans le quartier réservé aux femmes. Sport, féminisme et perception du hijab à l'étranger, la jeune athlète a longuement répondu à nos questions, basculant de l'anglais à un français parfait avec une aisance déconcertante. Rencontre.

hijab, c'est moi qui ai décidé de le porter, ce n'est pas mes parents. Ça me représente, c'est mon identité. Je ne comprends pas pourquoi les gens seraient gênés que je le porte, ça me concerne, c'est ma décision. Mais j'ai eu beaucoup de réactions, surtout en France. J'ai un bon souvenir d'un entraînement dans le nord de la France où, après une course, on a pris une photo du podium : je suis sur la plus haute marche avec mon foulard, mes leggings et mon short et les deuxième et troisième places sont occupées par deux athlètes moins couvertes, en short. Je me souviens avoir été très émue, j'ai encore la photo. C'est ça le sport : différentes tenues, différentes cultures. Je ne sais pas pourquoi mon foulard est un problème. C'est le même principe avec la tenue de Serena Williams qui avait fait polémique. Il y a toujours quelque chose à dire sur le corps des femmes.

Vous avez le sentiment que votre rôle d'ambassadrice s'est étendu au-delà du monde du sport ?

Je représente les athlètes du Qatar, les femmes du Qatar, et plus largement les femmes du monde arabe. J'ai endossé un rôle quand on m'a choisie pour être ambassadrice : je ne pouvais plus être la jeune fille de 16 ans insouciant, j'avais une responsabilité. Celle de représenter mon sport, mon pays, les femmes sportives. Dans la société qatarie, l'évolution est constante, c'est beaucoup plus ouvert. La séparation, dans l'espace public, entre les hommes et les femmes, est beaucoup moins stricte. On a évolué depuis l'époque de nos parents : les jeunes se sont réapproprié les mœurs, la culture, le style.



Je porte le hijab, c'est moi qui ai décidé de le porter, ce n'est pas mes parents. Ça me représente, c'est mon identité



Vous êtes devenue, en quelque sorte, la porte-parole des sportives pour le Qatar. Comment en êtes-vous arrivée là ?

Mon parcours sportif a commencé très jeune. Déjà, petite à l'école, j'adorais faire du sport, je battais tous les garçons. Puis j'ai été repérée par un coach qui a convaincu mon père de m'entraîner pour devenir professionnelle. De compétition en compétition, je suis devenue l'ambassadrice des Mondiaux d'athlétisme 2019 pour le Qatar. J'avais 16 ans quand je suis allée à Monaco pour soutenir la candidature du Qatar à l'organisation des Mondiaux. C'était très émouvant, fantastique. J'ai parlé devant les membres de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme (IAAF) pour les convaincre de donner une chance au Moyen-Orient. Je leur ai dit que cela allait encourager beaucoup de jeunes femmes, que ça allait faire tomber des barrières, des stéréotypes et que cela permettrait à tout le monde de voir, vraiment, ce qu'est le Moyen-Orient. Et je pense que ça a fonctionné ! C'est fou parce que pour la première fois, des athlètes se rendaient au Moyen-Orient. Pourquoi avoir attendu 2019 pour nous laisser organiser une compétition de cette ampleur ? Pourquoi pas plus tôt ?

En quoi est-ce différent d'être une athlète qatarie ? Êtes-vous davantage confrontée au racisme lorsque vous vous déplacez ?

Il y a du racisme partout et il y en aura toujours, je ne peux pas le contrôler. Mais je peux contrôler la manière dont je vais réagir à ce racisme. Je porte le



nesty international appelle à la prudence. « En 2015 déjà, on nous annonçait la fin de la kafala. On a seulement assisté à des petites réformes pas du tout structurelles. » Depuis octobre 2017 et la signature d'un accord de coopération avec l'Organisation mondiale du travail (ILO), le Qatar semble pourtant faire preuve de bonne volonté. « Ces nouvelles annonces sont prometteuses et nous les saluons. Maintenant, il faut révéler les détails de ces lois et, surtout, les implémenter. »

Et, grâce aux retombées médiatiques de la Coupe du monde, s'intéresser au sort de ces autres travailleurs immigrés au Qatar (il n'y a que 2 % des ouvriers migrants qui travaillent sur les chantiers liés à la Coupe du monde). « On veut que cette Coupe du monde soit l'opportunité pour le Qatar de changer pour de vrai », poursuit l'experte. « Évidemment, l'événement et les dynamiques politiques dans la région du Golfe ont provoqué toute une série d'initiatives positives. Mais nous voulons encore plus. Nous voulons voir les travailleurs migrants être traités avec dignité et respect. Et pas seulement au profit de la Coupe du monde. Au profit du Qatar. »

omme arme

e

sement démesuré – le dôme sportif peut accueillir 13 événements sportifs différents en simultané – est parvenu à attirer de grands noms des domaines sportif et scientifique. L'émirat espère ainsi à terme se vanter de performances mondiales et se doter d'un réseau planétaire pour devenir un haut lieu du sport mondial. Nous revient l'exclamation ravie du ministre du Commerce : « Le Qatar est en train de devenir une destination sportive. » Si l'on peut débattre de la véracité actuelle des propos du ministre – la réussite ou non de la Coupe du monde en 2022 sera un bon indicateur –, force est de constater que l'ambition est là, sous nos yeux, entre deux terrains de foot géants.

Une lumière crue sur les défis du pays

Avec l'attribution de la Coupe du monde, le Qatar n'a pas hérité que des aspects positifs du coup de loupe. Car si le monde entier peut désormais placer Doha plus facilement sur une carte et apprécier les différences entre le Qatar et ses voisins en termes d'ouverture, médias et ONG se sont sérieusement penchés sur les défis qui attendent l'émirat. Doha est sous haute surveillance et une lumière crue est jetée sur, entre autres, les conditions de travail et de vie de ces 30.000 ouvriers immigrés venus gagner

leur vie sur les chantiers de la Coupe du monde (lire ci-contre notre reportage au sein d'un camp de travail).

C'est au moment de notre visite à Doha que le quotidien britannique *The Guardian* décide de lâcher une petite bombe : près de 2.000 ouvriers seraient décédés « de manière naturelle » sur les chantiers de la Coupe du monde. « Ces chiffres, ces statistiques sont complètement faux. Et les articles de *The Guardian* n'ont jamais avancé aucune solution. » Mohammed Hassan Al Obaidly, membre du cabinet du ministre du Travail, est remonté. Les révélations britanniques viennent parasiter les annonces gouvernementales visant à améliorer les droits des travailleurs migrants. Le 16 octobre, le ministre du Travail Youssef Mohamed al-Othman Fakhroo annonce en grande pompe des dispositions visant à annuler le système dit de la « kafala » : des règles controversées appliquées à des travailleurs immigrés, les obligeant notamment à obtenir une autorisation pour quitter le pays ou les empêchant de changer de compagnie sans permis de l'employeur. Ces nouvelles dispositions devraient entrer en vigueur dès janvier 2020.

« Ce n'est pas la première fois que le Qatar annonce la fin de la kafala », réagit May Romanos auprès du *Soir*. L'experte des pays du Golfe pour Am-

des camps réservés aux ouvriers



Chambre à coucher d'un camp situé sur la zone industrielle de Doha, sur la route 41. © DR



Extérieur d'un camp de travailleurs situé dans la zone industrielle de Doha, sur la route 41.

© DR

ses ouvriers. Le hic ? Le Supreme Committee est compétent pour assurer de bonnes conditions aux 36.000 travailleurs liés à la Coupe du monde 2022 (estimation du SC). Or, au Qatar, le nombre d'ouvriers migrants est estimé au total à près de 2 millions. « Avec un camp du type Challenger city, nous mettons en place de bons standards », estime Stephanus Van Dyk. « Et nous ne pouvons qu'espérer que cela infuse dans les autres camps qui ne relèvent pas du comité. Il y a d'autres camps qui ne sont pas aussi bien, c'est certain. Mais cela s'améliore petit à petit. »

« Le gouvernement est au courant »

Abdul Azeez, ouvrier résidant au Challenger city camp, peut témoigner du gouffre : « Je suis resté six mois dans un camp de la zone industrielle de Doha », se souvient-il. « C'était très sale. Quand il pleuvait, il y avait de l'eau croupie un peu partout. La nourriture était horrible, on devait se débrouiller pour cuisiner nous-mêmes dans nos chambres si on voulait quelque chose de mangeable. Je vais encore rendre visite à mes amis là-bas et rien n'a été amélioré. C'est incomparable avec le Challenger city camp. La différence, c'est que ce camp est très contrôlé, il est lié à la Coupe du monde. Mais les autres camps sont délaissés. Je pense pourtant que le gouver-

nement est au courant de ce qui se passe dans ces camps. » Selon le Supreme Committee, 375 inspecteurs dépêchés par le gouvernement qatari sont pourtant en charge de contrôler les sites qui abritent les ouvriers migrants. 923 compagnies ont d'ailleurs été bannies du pays faute d'avoir pu offrir des conditions de vie décentes à leurs employés. Mais malgré les efforts, les manquements subsistent.

Via des ouvriers, nous avons pu consulter des photos et vidéos de deux autres camps, tous deux situés dans la zone industrielle de Doha. « Ces camps sont typiques de ceux de la zone industrielle de Doha », decode May Romanos, experte sur les pays du Golfe pour Amnesty international. « Et encore, j'ai vu bien pire que ceux-ci. » Sur les images que l'on s'est procurées, les conditions de vie des travailleurs apparaissent bien différentes de celles dont jouissent ceux du Challenger camp, véritable Graal pour les ouvriers. Sanitaires sales et en piteux état, extérieurs encombrés, chambres surpeuplées où les ouvriers dorment, cuisinent sur des réchauds et stockent leurs ustensiles sous leur lit... On est loin des standards recommandés par le Supreme Committee. « Dans le camp situé sur la 41^e rue de la zone industrielle de Doha, ce sont principalement des chauffeurs », nous explique un

ouvrier qui préfère conserver l'anonymat. « Ce lieu est loin d'être contrôlé avec la même rigueur que les camps où vivent les ouvriers de la Coupe du monde, c'est certain. » Un autre confie ne pas avoir été payé depuis deux mois et songe désormais à rentrer au pays, le quotidien au Qatar étant devenu impossible à assumer.

Ce problème de salaire a été largement documenté dans le rapport d'Amnesty intitulé « All work, no pay », publié courant octobre. « Ce problème de salaires non versés est devenu un sujet brûlant », commente May Romanos. « Les compagnies ne payent pas certains ouvriers, sans doute parce qu'il manque de l'argent à un autre niveau de la chaîne. Les recours en justice sont longs et les ouvriers ne voient pas de compensation arriver, et sont obligés d'attendre dans des conditions de vie terribles. C'est une réalité très douloureuse car il y a des répercussions sur leurs familles dans leurs pays d'origine qui comptent sur leurs revenus. Beaucoup d'entre eux ont dû payer des frais de recrutement pour s'assurer d'obtenir ce travail au Qatar ou ont contracté des emprunts assortis de taux d'intérêt élevés. » Un salaire oublié représente beaucoup pour les travailleurs migrants au Qatar. D'autant plus lorsqu'ils ne sont pas payés depuis quelques mois.

Camp situé sur la zone industrielle de Doha, sur la route 38. © DR